



[1997 \(janvier - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

L'arbre, une richesse polyvalente inestimable

par Jennifer Pepall



Un vieux palmier au Zimbabwe

[Les usages divers d'une terre boisée](#)
[Reconnaître l'échec des stratégies forestières](#)
[Pour de meilleures politiques sur les forêts](#)
[D'autres valeurs ...](#)

Dans un village du Zimbabwe règne un palmier vieux de 200 ans au tronc renflé. Il est l'un des rares dans la zone qui n'a pas été abattu parce que les villageois croient que les esprits qui habitent ce palmier concourent à la survie de la communauté.

Cet arbre est précieux bien que, à ce jour, aucune décision concernant sa propriété foncière ou son intérêt économique éventuel n'ait pris en compte sa valeur sociale. Mais en négligeant de considérer la contribution très variée des arbres à la vie rurale, les politiques et les programmes de protection des ressources vont droit à l'échec. Avec l'aide du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), des chercheurs de l'Institut des études environnementales de l'Université du Zimbabwe et du [Département d'économie rurale de l'Université de l'Alberta](#) élaborent des méthodes pour évaluer la valeur réelle des biens et services que procurent les arbres, en tenant compte des nombreuses fonctions qu'ils remplissent dans les collectivités, mais aussi de la valeur que leur accordent les villageois. Les chercheurs

se penchent donc sur les nombreuses fonctions que les boisés remplissent dans la communauté. Cette information servira par la suite à mieux planifier les politiques de gestion des espaces forestiers dans le pays.

Ce projet sur la valeur des arbres, qui s'étend sur cinq ans, permet à des étudiants des deuxième et troisième cycles ainsi qu'à des professeurs des deux institutions universitaires de participer à des échanges et d'entreprendre des études fouillées. Les recherches portent autant sur l'importance qu'accordent les ménages ruraux à la faune et à la flore des terres boisées que sur l'impact que peut avoir la différence entre les sexes dans les activités forestières.

Les usages divers d'une terre boisée

Les terrains boisés naturels couvrent 60% du territoire national du Zimbabwe. Ils fournissent aux collectivités de la nourriture, du bois de chauffage, des matériaux de construction et des médicaments. De plus, ils assurent la fertilité du sol et empêchent son érosion. Mais les arbres sont aussi pourvus d'une dimension spirituelle: les villageois jugent que certaines espèces sont vitales pour procurer la santé, alors que d'autres jouent un rôle clé lors des cérémonies demandant de la pluie, et que d'autres encore constituent la dernière demeure des ancêtres.

Les gens sous-estiment la valeur des arbres, quels que soient les avantages qu'ils procurent — écologiques, économiques, sociologiques, estime [Eloise Murray](#), professeure émérite de l'Université de l'Alberta. Une des enquêtes a d'ailleurs démontré que, dans un village particulier, la valeur d'une série de produits tirés des terrains boisés s'élevait à 75\$US, soit environ 38% du revenu annuel moyen d'un ménage. Parmi ces produits, on dénombre du bois combustible, des fruits sauvages et des poteaux pour la construction. Mais on ne prenait pas en compte la plus grande partie de la valeur non marchande que les villageois accordent aux arbres, qu'il s'agisse de la rétention des eaux ou de la quête rituelle de pluie, de leur caractère patrimonial ou de leur dimension sacrée.

Reconnaître l'échec des stratégies forestières

Malgré ses nombreux usages, les terrains boisés ont souvent été jugés improductifs par des planificateurs économiques et, par conséquent, ont fait l'objet d'une utilisation abusive ou ont même été rasés. Les stratégies forestières gouvernementales des années 1980, par exemple, ont débouché sur la conversion de certains terrains boisés naturels en plantations forestières énergétiques. Les chercheurs ont toutefois observé que les taux de croissance annuelle des terres à bois — plantées ou naturelles — étaient souvent à peu près les mêmes. Une étude récente, préparée pour la Stratégie nationale l'énergie de biomasse du Zimbabwe, concluait que, après une décennie ou plus et après avoir injecté de nombreux millions de dollars dans le sous-secteur du bois de chauffage et de la foresterie sociale, les interventions inspirées par les décideurs avaient presque toutes échoué. [...] Rien ne prouve que les terres à bois issues d'une plantation peuvent jouer un rôle majeur dans l'approvisionnement en combustible.

Pour de meilleures politiques sur les forêts

Selon Murray, les résultats obtenus par l'équipe du projet aideront à prendre de meilleures décisions politiques concernant les ressources naturelles. Les politiques doivent s'appuyer sur des données fiables, non pas sur de simples intuitions, précise-t-elle. Elles doivent, en un mot, reconnaître les réalités locales.

Bien qu'il soit actuellement interdit de pénétrer dans les forêts protégées de l'État, les villageois y collectent néanmoins du bois de chauffage, de la nourriture et des matériaux de construction. En fait, les observateurs ont remarqué que de telles incursions ne nuisent pas nécessairement à la ressource. C'est ainsi, par exemple, que les femmes qui coupent les chaumes dans la forêt libèrent celle-ci d'un matériau qui pourrait éventuellement alimenter un feu destructeur. Murray suggère donc qu'une gestion conjointe -- un partage des responsabilités entre l'État et les villages — serait le meilleur moyen d'équilibrer les besoins locaux et la conservation des boisés.

Les méthodologies utilisées par les chercheurs comportent des analyses économiques conventionnelles, des entrevues et des groupes de discussion avec les villageois. Le plus difficile dans l'affaire, c'est d'adapter nos méthodes aux réalités culturelles locales, souligne [Martin Luckert](#), économiste à l'Université de l'Alberta. Ce n'est pas facile d'estimer la valeur d'un poteau de construction dans une économie indigène. En l'absence de toute référence à un marché en bonne et due forme pour les produits agricoles, l'équipe s'est longuement demandé, par exemple, comment évaluer en dollars le troc de deux chargements de bois de chauffage contre un sac de maïs...

D'autres valeurs ...

En convertissant la valeur des biens et services fournis par les arbres en une devise qui a cours dans les collectivités, l'équipe du projet souhaite comparer la valeur de différents biens. Nous croyons que, dans une économie dirigée, les décideurs du gouvernement doivent considérer d'"autres" valeurs, celles que les collectivités elles-mêmes attachent à certains biens, affirme Luckert. Plus encore, une meilleure compréhension des systèmes de valeur locaux — qu'ils soient sociaux, environnementaux ou économiques — aiderait les agences de développement à évaluer l'impact possible des projets d'assistance. Ainsi, quand une communauté valorise davantage le présent que l'avenir, il pourrait s'avérer inapproprié de planter des arbres à croissance lente.

Jennifer Pepall est une rédactrice d'Ottawa.

Nota bene

[La foresterie sociale et la redistribution des terres](#)

Personnes ressources:

[Martin Luckert](#), professeur adjoint, Économie forestière, Département d'économie rurale, Université de l'Alberta, 515 General Services Building, Edmonton, Alberta, Canada, T6G 2H1; tél.: (403) 492-5002; téléc.: (403) 492-0268; c.él.: marty.luckert@ualberta.ca

[Eloise Murray](#), professeure émérite, Genre, cours hors campus, développement international, Université de l'Alberta, Edmonton, Alberta, Canada, T6G 2H1; tél.: (403) 437-3563; téléc.: (403) 437-3563; c.él.: emurray@smith.re.ualberta.ca

Bruce Campbell et **Billy Mukamuri**, Institut des études environnementales, Université du Zimbabwe, Box MP167, Harare, Zimbabwe; tél.: (263-4) 303-211, poste 1937; téléc. (263-4) 333-407; c.él.: bcampbell@esonet.zw

Ron Ayling, agent de programme principal, CRDI, BP 8500, Ottawa, Ontario, Canada, K1G 3H9; tél.: (613) 236-6163; c.él.: RAYling@idrc.ca

Des liens à explorer...

Autres articles du CRDI

[La renaissance des communautés locales](#), par Julius Zava

[Le programme de la forêt modèle Calakmul](#), par Michael Boulet

[Traditional Ecological Knowledge: Concepts and Cases](#) (en anglais seulement)

[Lore: Capturing Traditional Environmental Knowledge](#) (en anglais seulement)

Autres ressources (en anglais)

[Shared Control and Benefits: CAMPFIRE in Zimbabwe](#)

[Using Natural Resources for Rural Development in Zimbabwe](#)

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine *CRDI Explore*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).



Le CRDI Explore

LA VOIX DE LA RECHERCHE DU SUD

Archives du CRDI Explore

Explore est publié par le Centre de recherches pour le développement international du Canada. Il informe ses lecteurs du monde entier des recherches soutenues par le CRDI et ses partenaires et présente des dossiers sur les grandes questions de développement

[Visiter le nouveau magazine Explore ...](#)

Articles diffusés de janvier à décembre 1997

- 3 janvier [Evaluation des politiques scientifiques de la Chine](#) par Patrick Kavanagh
- 10 janvier [Révolution verte à Tumkur \(Karnataka\), Inde](#) par Deepak Thapa
- 17 janvier [Récifs de corail jusqu'à votre aquarium : un marché durable?](#) par Patrik Hunt
- 24 janvier [Prévenir la cécité avec de l'ultrariz : un riz enrichi de vitamin A](#) par Keane Shore
- 31 janvier [Brésil face à la mondialisation : les deux faces du miracle économique](#)
par Pierre Beaudet
- 7 février [Femmes sous lois musulmanes : un réseau de solidarité, d'information et de recherche](#)
par Michel Groulx
- 14 février [Logiciel de gestion de la dette pour les pays francophones](#) par Antoine Raffoul
- 21 février [Arbre, une richesse polyvalente inestimable](#) par Jennifer Pepall
- 28 février [Pour sauver les Nations Unies : une taxe mondiale sur les transactions financières?](#)
par Stephen Dale
- 7 mars [Réformes fiscales pour protéger l'environnement au Mexique](#) par Steven Hunt
- 14 mars [Assises d'une Palestine démocratique : le programme en études des femmes à l'Université Birzeit](#) par Roula el-Raifi
- 21 mars [Egypte rurale en quête d'un environnement durable : quand la science se marie au savoir traditionnel](#) par Kirsteen MacLeod
- 4 avril [Epidémiologie entre les mains de la collectivité dans un Etat du Mexique](#)
par Louise Guénette
- 11 avril [Remplacer le bromure de méthyle : pour protéger la couche d'ozone](#)
par Jacinda Fairholm
- 18 avril [Communauté autochtone du grand Nord canadien à l'heure des télécommunications](#)
par Keane Shore
- 25 avril [Pour mieux loger les pauvres de Hanoi et de Ho Chi Minh-ville](#) par André Lachance
- 2 mai [Retour à la résistance : une nouvelle technique de sélection végétale fait appel au passé](#)
par Kevin Conway
- 9 mai [Issue à la pauvreté : les ressources de propriété collective au Bengale - Occidental](#)
par Richard Littlemore
- 16 mai [Contamination par le mercure en Amazonie](#) par Jennifer Pepall

- 23 mai [SIDA en Ouganda : pourquoi ces comportements sexuels à risque élevé?](#)
par Anna Borzello
- 30 mai [Pour lutter contre la désertification : le captage de l'eau en Jordanie](#) par Leila Deeb
- 6 juin [Pharmacie populaire : TRAMIL, un réseau des Caraïbes pour valider les plantes médicinales](#) par Frank Campbell
- 13 juin [Reboiser le Sahel : recherche sur les semences forestières au Burkina Faso](#)
par Michel Groulx
- 20 juin [Protection de la biodiversité : vers un partage juste et équitable des ressources naturelles](#) par Keane Shore
- 27 juin [Projet Yucape : le développement économique dans la péninsule du Yucatán](#)
par Chris Hayes
- 4 juillet [Cartographie : Map Maker; un bon compagnon de route](#) par Curt Labond
- 11 juillet [Lutte contre le tabagisme : l'expérience canadienne](#) par Lauren Walker
- 18 juillet [Recherché : l'ennemi d'une herbe parasite](#) par Philip Fine
- 25 juillet [PAN Mongolie : entre l'aventure et l'exploit](#) par Geoff Long
- 1 août [Biodiversité : le Laos légifère](#) par Richard Littlemore
- 8 août [Prévenir la cécité avec de l'ultrariz : un riz enrichi de vitamin A](#) par Keane Shore
- 15 août [Femmes sous lois musulmanes : un réseau de solidarité, d'information et de recherche](#)
par Michel Groulx
- 22 août [Logiciel de gestion de la dette pour les pays francophones](#) par Antoine Raffoul
- 29 août [Pour sauver les Nations Unies : une taxe mondiale sur les transactions financières?](#)
par Stephen Dale
- 5 septembre [Sexisme et contrevérité dans l'économie mondiale : une main-d'oeuvre invisible](#)
par John Eberlee
- 12 septembre [Internationalisme canadien au XXIe siècle : un entretien avec Maurice Strong](#)
par Michael Smith
- 19 septembre [Acacia : pour partager le savoir des Africains!](#) par Michael Smith
- 23 septembre [Entretien avec Réal Lavergne](#)
- 26 septembre [Sierranet : pour une Sierra Leone branchée!](#) par Jennifer Pepall
- 3 octobre [Courtage du savoir : un emploi d'avenir?](#) par Michael Smith
- 10 octobre [CamBioTec : la biotechnologie en réseau](#) par Deana Driver
- 14 octobre [Conversation avec Robert Valantin](#)
- 17 octobre [Suivi de la pauvreté au Bangladesh : vers des programmes plus efficaces d'atténuation de la pauvreté](#) par John Eberlee
- 17 octobre [Marché mondial de la propriété intellectuelle : entretien avec Darrell Posey](#)
- 24 octobre [AGUILA : favoriser l'agriculture urbaine en Amérique latine](#) par Laurent Fontaine
- 31 octobre [Pour sortir les pauvres du monde de la faim : parfaire la production de cobayes au Pérou](#) par Katherine Morrow
- 7 novembre [Panneaux de nattes de bambou : un produit de remplacement du contreplaqué sans danger pour l'environnement](#) par Lionel Lumb
- 14 novembre [TEHIP : un tonique pour le régime de santé](#) par Kanina Holmes
- 21 novembre [Arme non toxique contre le paludisme](#) par Katherine Morrow
- 25 novembre [Comment vaincre la pénurie d'eau](#)
- 25 novembre [Huiles essentielles pour aider les paysans](#) par Gilles Drouin
- 28 novembre [SIDA et ses répercussions sur les femmes et les enfants au Kenya](#) par Kanina Holmes
- 5 décembre [Vers l'amélioration de la gestion des ressources naturelles au Pérou](#)
par Katherine Morrow
- 8 décembre [Lutte à finir contre la faim insoupçonnée](#)
- 12 décembre [Recette tout simple pour détecter les contaminants dans l'eau](#) par John Eberlee
et Jennifer Pepall
- 15 décembre [Pour une Afrique aux commandes](#)

- 19 décembre [*Méthylmercure : un risque non négligeable*](#) par André Lachance
22 décembre [*Comblant le fossé du savoir*](#)
22 décembre [*Modèle de développement imposé aux paysans : cause fondamentale du recul de la forêt au Vietnam*](#) par Rodolphe De Koninck
23 décembre [*Mur contre la malaria : entretien avec le docteur Christian Lengeler*](#)
par Christian Lengeler
31 décembre [*CRDI et les partenariats francophones \(1996 - 1997\)*](#)
-

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981 Ce magazine est répertorié dans l'Index des périodiques canadiens.

Copyright 2003 © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Octobre 2003

La foresterie sociale et la redistribution des terres

Le plan de redistribution des terres entrepris par le Zimbabwe cherche à redresser les injustices passées. Au cours de notre enquête sur la gestion des terres boisées dans une zone de réaménagement, deux thèmes majeurs ont retenu notre attention.

Une premier constat d'abord. De nombreux aspects de l'idéologie coloniale et des politiques qu'elle a engendrées se maintiennent toujours dans le Zimbabwe indépendant, alors qu'un nouveau système de gestion des terrains boisés a été mis en place pendant cette période de redistribution des terres. Bien que les villageois profitent d'un accès communautaire aux boisés, les règles qui régissent leur usage émanent de l'État et celui-ci demeure l'unique propriétaire foncier — comme au temps de la colonisation. Ce système ne repose nullement sur une compréhension — à la fois sociale, culturelle et économique — des besoins et des valeurs d'une collectivité donnée. Il reflète davantage les vues conservatrices d'un État où toutes les décisions viennent des structures dirigeantes. Et c'est ainsi que les collectivités n'ont aucunement le droit de créer leurs propres lois et institutions, lesquelles s'avèrent pourtant essentielles pour qu'un groupe puisse gérer avec succès ses ressources naturelles. L'effet le plus grave d'une telle situation est l'incapacité des collectivités de prévenir le braconnage des ressources, qu'il s'agisse du bois de chauffage ou des poteaux de bois — ce qui représente l'une des menaces les plus sérieuses pour la forêt en une période de redistribution des terres.

Le deuxième thème d'étude révèle que les relations qu'entretiennent les populations locales avec la forêt reflètent la nature complexe des relations sociales elles-mêmes. Certes, certains aspects de la *tradition* perdurent dans la gestion locale des espaces forestiers sous la forme de *règles* telles que celle qui interdit de couper des arbres fruitiers. Les bouleversements sociaux et culturels résultant de la guérilla des années 1960 et 1970 et les profondes transformations sociales amenées par le plan de repeuplement au début des années 1980 ont affaibli les fondements traditionnels de la société.

Ainsi en était-il de la coutume de peupler un territoire en se fondant sur le lignage ou de certains lieux auxquels des habitants restaient attachés par l'intermédiaire d'esprits ancestraux. Aujourd'hui, alors que le christianisme s'est répandu dans tout le pays, les plus vieilles confessions de foi (anglicanisme, catholicisme romain et méthodisme) continuent d'afficher une certaine tolérance face aux rites traditionnels. Mais certaines des plus récentes confessions africaines (y compris des Églises affiliées à la foi apostolique) prêchent une tolérance zéro face aux traditions.

Des tiraillements ont donc surgi autour de certaines coutumes qui exigent un engagement de toute une communauté, par exemple dans les cérémonies demandant de la pluie. Les anciennes coutumes ont aussi été ébranlées par les idéologies et par les politiques modernes prônées par l'État. L'un des objectifs de la redistribution des terres est d'accroître la contribution africaine à la production agricole commerciale. C'est donc pourquoi les nouveaux agriculteurs doivent se plier aux pratiques *modernes* de culture et de conservation. Alors que la *tradition* joue encord un rôle dans la gestion des terres boisées, ses préceptes sont souvent peu suivis.

Notre recherche s'est enfin penchée sur la différence des sexes dans un contexte de foresterie sociale. Disons d'abord que les hommes et les femmes utilisent les produits forestiers à des fins différentes. Les hommes et les garçons collectent les poteaux, en tirent divers usages ou les vendent; les femmes sont avant tout occupées au ramassage du bois de chauffage. Elles sont aussi les principales responsables de la collecte du chaume qu'elles s'occupent de vendre par la suite; les hommes ont pour tâche de transformer le chaume en un matériau de construction domestique. Ce sont les femmes qui cueillent, utilisent ou vendent les herbes médicinales, alors que les hommes et les garçons ont fait de la chasse une activité exclusive.

Femmes et hommes n'attachent pas la même importance aux divers espaces où ils puisent les ressources naturelles. Les hommes ramassent de nombreux produits dans les boisés — qui sont souvent situés à la

limite des villages — alors que les femmes travaillent dans les champs — qui sont à proximité de la maison. Bien que les fonctions des femmes et des hommes diffèrent, il apparaît que les femmes ne sont pas plus proches de la nature ni plus dépendantes envers les ressources naturelles que les hommes. Les uns et les autres comptent sur une forêt sociale pour y trouver des produits essentiels, soit pour la consommation, soit quelquefois pour en tirer un profit.

Allison Goebel, Institut des études environnementales, Université du Zimbabwe

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).



[Vol. 23, No. 3 \(octobre 1995\)](#)

LA RENAISSANCE DES COMMUNAUTÉS LOCALES

par Julius Zava

Jusqu'à dernièrement, les Tongas du Zimbabwe (dans le district de Binga, dans la vallée du Zambèze) connaissaient de très forts niveaux d'analphabétisme, de malnutrition et de maladie. Leurs conditions de vie calamiteuses les exposaient au choléra et à d'autres affections propagées ou favorisées par l'eau.

Lorsque le barrage de Kariba a été érigé en 1957, les Tongas avaient été déplacés des rives du puissant fleuve Zambèze. On les avait alors installés sur des terres arides pratiquement impropres à la culture des champs. Dans une vallée tout à fait sauvage et qui sert d'habitat à certains des plus grands mammifères d'Afrique, dont l'éléphant et le rhinocéros noir, les rares récoltes qui poussaient étaient régulièrement saccagées par les bêtes.

Mais au cours des dernières années, il y a eu un retournement des choses pour les Tongas : « La situation a complètement changé depuis l'introduction du Programme des zones communales pour les ressources indigènes [CAMPFIRE]. Il y a eu amélioration dans la prestation des services sociaux, de santé et d'éducation », déclare Tapera Maveneke, directeur de la CAMPFIRE ASSOCIATION.

CAMPFIRE est un programme innovateur qui fait la promotion d'une utilisation des ressources naturelles, y compris faune et flore, comme option viable pour conserver l'environnement tout en éliminant la pauvreté. Lancé dans deux districts en 1988, le programme s'est maintenant propagé dans plus de la moitié des 55 districts administratifs du Zimbabwe, apportant plus de prospérité à des zones rurales parmi les plus démunies.

Selon le directeur adjoint de la CAMPFIRE ASSOCIATION, Stephen Kasere, « les zones où intervient CAMPFIRE sont en voie de devenir parmi les plus développées au Zimbabwe. On y poursuit un développement constant des infrastructures : électricité, eau salubre, routes, cliniques, entrepôts pour les semences et le grain, et boutiques sont maintenant partout ».

CAMPFIRE a été créé par le Département des parcs nationaux et de la gestion de la faune et de la flore (ONPWM) en 1982 après que celui-ci eut compris qu'il était en train de perdre la bataille contre les braconniers. Avant CAMPFIRE, l'exploitation des ressources naturelles était la prérogative du gouvernement. Les populations locales se voyaient privées de tout accès à ces ressources, au point que des villageois s'étaient mis à empoisonner le poisson et à piéger les bêtes pour contourner les règlements.

Par contraste, les propriétaires blancs des grandes cultures commerciales avaient obtenu la pleine juridiction sur la faune qui se trouvait sur leurs terres en votant une législation raciste, la *Loi sur la faune et la flore* de 1975. En 1982, l'État a modifié cette législation, étendant aux zones communales les privilèges accordés par la Loi de 1975. Ces zones, situées en général à proximité d'énormes parcs nationaux dans les vallées du Zambèze, du Sabi-Limpopo, du Mazoe Runde et du Pungwe, avaient été créées par les régimes coloniaux ; elles comptent pour 46 % de la surface totale des terres au Zimbabwe.

Les vallées sont trop arides pour l'agriculture conventionnelle mais elles sont dotées d'énormes populations animales. Les terres arables sont surexploitées et la dégradation de sols déjà fragiles était une menace constante avant l'avènement de CAMPFIRE.

Avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions de 1982, le DNPWM avait demandé au Centre des sciences sociales appliquées (CASS) de l'Université du Zimbabwe d'entreprendre des recherches sur la façon d'appliquer concrètement les objectifs de CAMPFIRE.

Pour mener à bien sa recherche, le CASS a obtenu des fonds du CRDI et de la Fondation Ford. Le chef de projet, Marshall Murphree, explique que l'une des premières tâches a consisté à se rendre dans des villages des zones-cibles pour rassembler des données sur la façon dont les gens souhaitaient que le projet soit mis en uvre. « Nous avons estimé que les principaux intéressés devaient être propriétaires de la recherche et nous avons établi les liens nécessaires pour leur permettre d'orienter notre démarche. Les résultats obtenus constituent à présent le fondement des politiques de CAMPFIRE », affirme Murphree.

« Nous avons découvert que CAMPFIRE devait pratiquer une politique de délégation de la gestion des ressources naturelles à la communauté. Le développement ne peut pas être séparé de l'environnement. Nous avons constaté que, en définitive, il fallait décentraliser le pouvoir politique et socio-économique afin d'habiliter les collectivités locales à prendre les décisions », précise Murphree. Sous l'influence de la recherche du CASS, les conseils de districts ont adopté cette politique de décentralisation relative à la faune et la flore, à présent confiée aux collectivités, alors que, jusque là, les conseils avaient été réticents à agir de la sorte. On a également arrêté une politique économique à deux volets : recycler les profits réalisés par les « communautés productrices » au sein des collectivités elles-mêmes, sous forme de paiements remis à des ménages ; consacrer ces sommes au développement des infrastructures plutôt que laisser les conseils taxer ces profits lourdement.

« Le programme a connu un succès instantané. Cela a entraîné un changement d'attitude à l'égard des bêtes et les villageois considèrent maintenant que la faune est une ressource encore plus précieuse que les cultures et le bétail d'élevage. Le braconnage a diminué considérablement à mesure que les gens étaient de plus en plus conscients de leur responsabilité », ajoute Murphree.

Outre le DNPWM, le CASS, et la CAMPFIRE ASSOCIATION, on peut mentionner d'autres participants au projet comme le Fonds mondial pour la nature, le ministère des Gouvernements locaux et du Développement urbain et rural, et la revue *Action*. Une organisation non gouvernementale, ZIMTRUST, est responsable de la création d'institutions populaires de base.

Quant au CASS, explique Murphree, en plus de se charger des innovations au niveau des politiques, il agit en tant qu'unité de surveillance et d'évaluation socio-économiques pour le compte de CAMPFIRE ; il sert également de champ d'action pour les études environnementales et socio-économiques appliquées ; il apparaît de plus en plus comme un centre d'excellence régional pour l'étude des volets « sciences sociales » de la gestion communautaire des ressources naturelles. Cette tendance pourrait produire un impact significatif dans la région sur le plan des politiques publiques.

Les recherches que poursuit actuellement le CASS, explique Murphree, devraient amener le gouvernement à modifier le régime foncier actuel qui fait de toutes les terres rurales une propriété d'État. Le CASS estime que les titres de propriété devraient revenir aux collectivités locales de façon à ce que les villageois aussi possèdent des terres et cela, selon un statut d'appartenance clairement défini. « Les gens ont besoin de sentir qu'ils sont liés à la terre par un régime sur lequel ils peuvent compter.

De l'espace pour la diversité

Sur le plan national et international, le CASS a été un instrument de légitimation de CAMPFIRE qui accepte aujourd'hui que le meilleur moyen de garantir la conservation consiste à permettre une utilisation des terres dans les zones communales et dans les parcs, conclut Murphree. Les parcs nationaux du

Zimbabwe étaient devenus des îlots écologiques incapables de supporter la diversité génétique et celle des espèces. Grâce à CAMPFIRE, c'est de 18 % à 13 % de plus des terres au Zimbabwe qui sont préservées pour la faune. L'accès à ces nouveaux territoires de préservation de la faune a réouvert les routes migratoires traditionnelles pour les animaux dans le pays, contribuant ainsi à la conservation de la biodiversité et de l'environnement naturel. Les populations animales, y compris les troupes d'éléphants, augmentent si rapidement qu'il a fallu périodiquement procéder à un abattage sélectif.

Robert Monroe, directeur de Zimtrust, déclare que la majeure partie des profits de CAMPFIRE sont dérivés de l'écotourisme, des safaris, de la vente de peaux d'animaux et de leur viande, et d'autres trophées. Dans de nombreux districts de CAMPFIRE, des hôtels, des camps de safari et d'autres centres d'écotourisme sont en train d'être créés à un rythme accéléré. En 1989, les safaris engendraient à eux seuls des recettes de un million de dollars du Zimbabwe, versés au budget du programme. En 1993, les devises étrangères obtenues grimpaient à 40 millions, quadruplant en moyenne les revenus des ménages dans les districts où opère CAMPFIRE.

D'autres pays subsahariens importent maintenant le modèle de CAMPFIRE pour protéger leurs propres ressources naturelles, et surtout pour regarnir les populations fauniques qui diminuent sans cesse.

Julius Zava est correspondant de Gemini News Service à Harare.

Marshall Murphree
Centre for Applied Social Sciences
Université du Zimbabwe
Mount Pleasant
Harare, Zimbabwe
Tél. : (263 4) 301 211
Télec. : (263 4) 732 828

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine *CRDI Explore*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).



[1996 \(avril - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

Le programme de la forêt modèle Calakmul et la protection des forêts tropicales

par *Michael Boulet*



Vente d'artisanat au Mexique

Qui aurait dit que le film de dessins animés de Walt Disney *Le roi Lion* jouerait un rôle dans la protection d'une forêt tropicale du Mexique ? Le divertissement — et donc les vidéos — fait partie de la stratégie éducative élaborée par l'« animatrice environnementale » Gloria Tavera. Cette pédagogue veut promouvoir la conservation et la gestion durables d'une forêt de la région de Calakmul, dans la péninsule mexicaine du Yucatán.

Selon Tavera, *Le roi Lion* démontre l'importance de la chaîne alimentaire et confirme la théorie voulant que les membres d'un groupe réunis dans une action commune affirment plus nettement leurs besoins communautaires. La projection de tels films à l'intention des collectivités de Calakmul, notamment celles qui manquent d'électricité, est une façon d'encourager les rassemblements où sont soulevées, par exemple, les questions écologiques.

Écotourisme et utilisation viable se combinent

Les projections de films s'inscrivent dans le cadre du Programme de la forêt modèle de Calakmul. Cette initiative environnementale rassemble des écologistes et des représentants de l'entreprise et des communautés locales pour qu'ils recherchent ensemble les meilleurs moyens de gérer leurs ressources naturelles de façon durable. De son côté, Tavera s'efforce de démontrer comment les techniques de foresterie viables profitent aux populations locales. Calakmul fait partie [d'un réseau international de 18](#)

[forêts modèles](#) dont l'aménagement est déjà en cours ou fait l'objet d'études préparatoires. Le réseau international de ces forêts réparties dans cinq pays est coordonné par [un secrétariat](#) situé au siège social du CRDI à Ottawa.

Le Programme de la forêt modèle de Calakmul a ses propres objectifs : la cueillette continue d'aliments, de bois et d'autres produits utiles fournis par la forêt ; l'amélioration du niveau de vie des populations locales ; la sensibilisation de celles-ci aux enjeux de la conservation ; la promotion de l'écotourisme. Pour atteindre ses buts, Tavera a mené des enquêtes démographiques afin déterminer quelles seraient les activités éducatives les plus pertinentes. Première constatation, l'écrit n'est pas l'outil pédagogique idéal en l'occurrence, puisque plus de la moitié de la population locale a moins de 15 ans, qu'il existe une grande diversité ethnique et que le taux d'alphabétisation est très faible. Des recherches préliminaires ont aussi démontré qu'il était nécessaire de s'adresser d'abord aux femmes et aux enfants.

Des initiatives multiples et prometteuses

À ce jour, le programme a créé une station zoologique abritant des espèces animales comme le puma, le jaguar et le cochon sauvage. Autre initiative, les jardins botaniques de Calakmul que parcourent des sentiers d'interprétation et des installations où est mise en valeur une foison d'espèces végétales locales, y compris des plantes comestibles et 56 variétés d'orchidées indigènes ! Les responsables de forêt modèle de six hectares, propriété de l'administration régionale, organisent des ateliers, des séances d'information et des excursions éducatives vers les ruines mayas avoisinantes.

D'autres initiatives ont invité des femmes à se réunir pour échanger leurs idées et leurs expériences sur l'exploitation viable des produits de la forêt. Les visiteurs d'une foire culinaire régionale tenue en 1995 ont pu apprécier des mets exotiques locaux ainsi que des produits d'art et d'artisanat ; ils ont même assisté à une parade de mode mettant en valeur un grand nombre d'accessoires locaux. Ces présentations ont démontré qu'il est possible de relancer l'économie locale grâce à la plus-value qui rend les produits de la forêt plus attrayants.

Mode, cuisine et ateliers

Au moment de clôturer la foire, des habits magnifiquement brodés et ornés de motifs traditionnels ont été vendus comme souvenirs aux touristes qui visitaient les ruines de la région. Un livre de 127 recettes originales met à l'honneur de nombreux plats régionaux apprêtés avec des ingrédients tirés de la forêt locale. La foire de l'été 1996 présente de nouveaux plats tout aussi savoureux.

La stratégie pédagogique de Gloria Tavera vise indirectement les 2 500 enfants de l'école primaire de la région en organisant des ateliers écologiques à l'intention de leurs enseignants. Ces stages traitent d'aspects les plus divers, allant de l'écotourisme à l'entomologie et à l'observation des oiseaux. Ils inspirent l'amour de la nature aux petits comme aux grands.

Michael Boulet est analyste de recherches au CRDI.

Pour de plus amples renseignements:

Bosque Modelo de Calakmul, Consejo Regional de X'Pujil, Domicilio Conocido, Zoh Laguna, Campeche, Mexico ; tél. et téléc. : 52-983-23304

Marc Patry, coordonnateur des jumelages, Forêt modèle d'écologie productive de Calakmul, P.O. Bag 2111, Kemptville (Ontario), K0G 1J0, Canada ; tél. : (613) 258-8239 ; téléc. : (613) 258-3920 ; courrier électr. : mpatry@emr.ca

Des liens à explorer...

Autres articles (et publications)

[Going Global: IDRC and the International Model Forest Program](#)

[Iwokrama International Rain Forest Programme](#) (en anglais)

[Iwokrama, la forêt pluviale du Guyana, Un don à l'humanité](#) *Située au centre du pays, cette forêt tropicale unique est l'objet d'une gestion durable.*

[La nouvelle forêt chinoise : la grande muraille verte?](#) (avril 1995)

[Hosny El-Lakany : Les forêts d'Égypte](#) (janvier 1995)

[Comment reboiser le Viet Nam ?](#) (octobre 1995)

Ressources additionnelles

[Forêt modèle de Calakmul](#)

[Ressources naturelles Canada. Service canadien des forêts. Programme de forêts modèles.](#)

[Réseau internationale des forêts](#)

[Réseau canadien des forêts modèles](#)

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine *CRDI Explore*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).